La lettre d'information

FRONT DE GAUCHE
île de France

PCF
Parti communiste français

République & Socialisme

BILAN MI-MANDAT

Lettre d'information des élu.e.s Front de gauche
du Conseil régional d'Île-de-France / septembre 2018

LYCEES

« *Il est inacceptable que les lycées des quartiers populaires ne soient pas pleinement soutenus par la Région Île-de-France. Les priorités d'investissement de Pécresse sont mauvaises.* ***L'heure n'est pas à privilégier les lycées les plus prestigieux et à rayonnement international*** *mais bien de répondre à l'urgence de nombre de lycées. L'immense majorité des jeunes doit avoir accès à* ***un service public d'éducation*** *de qualité, digne et dans le respect des normes de sécurité.* »

TRANSPORTS

« *Comme Macron,* ***Pécresse mène au niveau régional une vraie offensive contre le service public de transports.*** *Contrairement à ses annonces, c'est bien une contre-révolution qu'elle a engagé : elle sous-investit délibérément dans les trains et les bus, elle accélère la destruction du fret ferroviaire au profit du tout-camion, ouvre à la concurrence des lignes de tram et de bus, et fait reposer toujours plus le financement des transports sur les usagers en augmentant le tarif du PASS NAVIGO.* »

EDITO

Macron et Pécresse comme deux larrons en foire !

Macron et Pécresse s'entendent comme deux larrons en foire. L'un détrousse le pays, l'autre l'Ile-de-France.

Depuis trois ans, Pécresse déroule son programme sous la dictée des intérêts de ceux qui possèdent. Elle privilégie les grands groupes économiques au détriment des TPE-PME. Elle arrose les villes de droite tout en coupant le soutien régional aux territoires les plus fragiles. Elle dynamite le logement social alors que notre Région compte plus de 600 000 demandeurs. Elle s'assoit sur ses quelques promesses en augmentant le tarif des transports en commun. Elle regarde les camions et les voitures alors que notre planète brûle et que nous étouffons. Elle lorgne du côté de l'extrême-droite en appliquant des mesures xénophobes et réactionnaires.

Dans le pays, Macron a entrepris d'en finir définitivement avec le modèle social français. Il démantèle les services et les entreprises publiques. Il prévoit la mise à mort de notre système de sécurité sociale. Président des riches, il méprise et enfonce ceux dont il dit qu'ils ne sont rien. Il renoue avec les barbouzeries jusqu'à la tête de l'Etat. Il durcit les conditions d'accueil des étrangers et accentue la répression. Il laisse la planète étouffer et les lobbies faire leur loi.

Avec Pécresse et Macron, pour les Francilien.ne.s, c'est la double peine. Localement et régionalement, notre quotidien, nos écoles, nos transports, notre santé, notre air, se dégradent sous les coups des politiques inégalitaires ultra-libérales. Tout ce qui faisait solidarité et œuvrait pour l'égalité est détruit ou en passe de l'être. Macron, Pécresse et cie rêvent de transformer radicalement le visage de notre pays et de privatiser toute action publique au profit de quelques privilégiés.

En finir avec ces politiques est nécessaire, urgent et vital. Tourner la page et renouer avec le progrès social et environnemental est le défi posé à notre camp social et politique.

Les résistances existent, elles sont variées, multiples mais aussi éparpillées. L'heure doit être à les rassembler pour mettre un coup d'arrêt à ceux et celles qui détruisent nos vies.

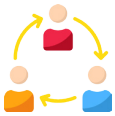
@CelineMalaise
Présidente de groupe - PCF 75

Une région de plus en plus inégalitaire

Les grands coups de rabots de la droite régionale

Suppression de l'aide aux SDF (-12 millions€). En 2016, le budget pour l'aide au logement des SDF présenté par Pécresse avait fondu de moitié. A la fin de la discussion budgétaire, il se chiffrait à 0€. Alors que le nombre de SDF augmente, pour Pécresse, l'aide aux plus pauvres, c'est optionnel.

Les droits des femmes mis à mal. Le matraquage médiatique de Pécresse en la matière ne saurait masquer la réalité des chiffres. Les aides pour l'égalité femme/homme et les droits des femmes ont baissé de moitié alors, qu'après Me Too, elles devraient être augmentées !



Contre la fonction publique territoriale. Suppression de postes, augmentation du temps de travail, réorganisation et déménagement sans concertation, open space, recours à la contractualisation.... les attaques sont telles que les services régionaux se vident et la qualité se dégrade.

Prix du Navigo : les mensonges de Pécresse. Elle avait promis qu'elle ne jouerait pas avec le pouvoir d'achat des usager.ère.s. En deux ans, elle a augmenté le Navigo de 5,20€ ! Hausse après hausse, son coût pourrait atteindre 85€ en 2021.

Pécresse & les lobbies

Discrètement, Pécresse a **réorienté des aides régionales vers des grands groupes qui font du profit et licencient**. Comme Air Liquide, cotée au CAC40, qui a bénéficié de 600 000€ de la Région en 2018 et a licencié plusieurs centaines de salariés. Ou La Poste, qui ferme des bureaux et supprime des emplois, et a bénéficié de plusieurs centaines de milliers d'euros d'aides.

Agriculture bio : une politique à contre-sens. Alors que le bio et les circuits courts sont des enjeux majeurs pour une agriculture durable, Pécresse confie la mise en œuvre du Plan Bio aux Chambres d'agriculture, tenues par la FNSEA favorable à l'ultra-productivisme. C'est un contre-sens total!

La guerre de Pécresse au logement social. Depuis 2016 Pécresse a réduit de 60 millions d'€ son financement. Elle pénalise les maires bâtisseurs menant une politique solidaire en supprimant l'aide régionale aux villes ayant plus de 30 % de logements sociaux. Parallèlement, elle subventionne des communes de droite ne respectant pas la loi SRU et certaines militant pour ce non-respect !

Pécresse & l'extrême droite

La droite régionale soutient des associations défendant une vision de "la famille" et des femmes rétrogrades et prenant position contre l'IVG et la contraception. En les finançant, Pécresse s'engage vers un **soutien politique affirmé aux thèses de la soi-disant Manif pour tous.** Elle envoie ainsi des signes clairs aux élus du Parti démocrate chrétien et Sens commun, membres de sa majorité.
Fondation Espérance Banlieue, Fédération des associations catholiques du 92 dirigée par la frange la plus intégriste de l'Eglise catholique... la liste est longue.
Sans oublier le soutien financier à la restauration du **patrimoine des églises** franciliennes présentées comme le dernier repère identitaire par la droite régionale!

En 2016, avec la **suppression de la tarification sociale pour les bénéficiaires de l'AME**, Pécresse privait 110 000 précaires de leur droit à la mobilité. En juillet dernier, après plusieurs recours en justice et une longue mobilisation à laquelle nous avons pris part, le Tribunal a annulé cette décision injuste et xénophobe. Pécresse doit rétablir cette aide au plus vite, mais elle traîne des pieds!

Les drôles de subventions de Pécresse

Institut Choiseul

Les subventions injustifées de Pécresse, ce sont par exemple 30 000€ attribués de façon scandaleuse en 2018 à un think tank néolibéral, l'Institut Choiseul, pour organiser 6 réunions-cocktails entre « décideurs », sur le thème de l'intelligence artificielle, dans le très select Cercle Interallié. Ceci alors que Pécresse met les petites associations au régime sec!

Webedia : aide publique à un major du e-sport.

Cette filiale du groupe Fimalac -propriété de Marc Ladreit de Lacharrière, -employeur familial bien connu- a eu un chiffre d'affaire de 214,4 millions € en 2016 et se positionne à la 3e place des groupes de média français en ligne en 2017. Cette société avait donc les moyens de puiser dans ses fonds propres pour organiser ce championnat de e-sport FIFA 18 sans besoin de soutien financier public. Pécresse a tenu à maintenir son soutien et suite au tollé médiatique la manifestation a été annulée.

Versailles : les dessous de la vente opaque d'un bien régional.

La vente d'un local régional de 330m² à 585 000€ (1800€/m²) au coeur de Versailles interroge car le prix est en deçà de celui du marché versaillais (9000€/m²). Y créer une maison de santé privée non conventionnée n'est pas une condition suffisante d'autant que Versailles n'est pas un désert médical. Dilapider ainsi le patrimoine régional est inacceptable.

-35 millions€

Pécresse supprime l'aide à la rénovation thermique des lycées

- 70%

d'investissement pour la solidarité internationale depuis 2015

- 75% en 2016
- 25% en 2017
- 25% en 2018

Pécresse liquide les associations

Le Front de gauche : Lanceur d'alerte régional

Depuis le début du mandat, le groupe Front de Gauche a joué le rôle de lanceur d'alerte sur plusieurs sujets majeurs pour le quotidien des Francilien.ne.s :

CHARTE RÉGIONALE DE LA LAÏCITÉ

l'Île-de-France doit respecter le cadre républicain!

Valeurs de la République et Laïcité

En adoptant une « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité», en mars 2017, la droite régionale a effectué une opération idéologique jouant sur les paniques identitaires et stigmatisant une partie de nos concitoyen.ne.s.
Dévoyant la laïcité qu'elle réduit à la seule neutralité, cette charte est dangereuse pour les libertés publiques et l'égalité.
Opposé, le Front de gauche, après avoir saisi le Préfet pour statuer sur sa légalité , a déposé une requête auprès du Tribunal administratif, afin de faire constater l'illégalité de la charte et suspendre son application.

TOXICITÉ DES TERRAINS SYNTHÉTIQUES

Pour un moratoire des terrains synthétiques!

Fin 2017, à notre demande, l'exécutif régional instaurait un moratoire sur la réalisation de nouveaux terrains synthétiques en attendant les résultats d'une analyse indépendante.
Nous demandons aussi que notre région, de par son poids et le grand nombre de terrains qu'elle compte, saisisse l'État pour créer un fonds national d'aide à la transition des billes noires vers des solutions alternatives non-nocives.
L'engagement de la Région dans la préparation des JO 2024 légitime qu'elle s'en saisisse avant que cela ne devienne un scandale de santé publique.

FONDATION ESPERANCE BANLIEUE

L'argent public ne doit pas financer les écoles hors contrats

Ce réseau d'écoles traditionnalistes hors contrat est géré par la droite catholique et réactionnaire qui considère les quartiers populaires comme des terres de mission.
Contournant l'interdiction légale de financer avec de l'argent public de telles structures, Pécresse les finance dans le cadre de la lutte contre le décrochage scolaire alors même que nombre de leurs élèves ont un niveau scolaire faible et doivent souvent redoubler lorsqu'ils quittent ce réseau.
Parce que l'argent public ne doit pas financer des écoles pleines de dangers, nous participons à un réseau d'alerte francilien contre ce type d'école.

MAIS AUSSI ...

PPP

Partenariats publics privés (PPP) dans les lycées. Depuis l'adoption du plan d'investissement dans les lycées (PPI), nous n'avons cessé d'alerter sur les conséquences désastreuses du recours aux PPP, véritables bombes financières à retardement. Tout comme les principales organisations professionnelles du BTP qui « *demandent (à Pécresse) de reconsidérer le recours aux PPP qu'ils estiment inapproprié.* »

Clause Molière : illégale ! Supposée exclure des marchés publics les entreprises recourant à des salariés étrangers, cette clause rompt non seulement l'égalité de traitement entre les TPE-PME, mais elle est aussi totalement xénophobe. Après l'avoir combattue dans l'hémicycle, nous avons saisi le Préfet qui nous a donné raison. Pécresse persiste sur l'affichage sans toutefois l'appliquer... nous restons vigilants !

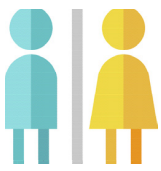
Défendre des propositions concrètes

Des ressources pour des politiques publiques ambitieuses. Pour que la Région redevienne une collectivité de plein investissement et impulse le nécessaire rééquilibrage entre l'Est et l'Ouest de l'Ile-de-France en terme d'emplois et de logements, le Front de gauche défend la création de recettes nouvelles: hausse du versement transport payé par les entreprises, baisse de la TVA Transports à 5,5%, remboursement par l'Etat des charges issues de la décentralisation; multiplier par 4 la taxe sur les logements vacants; instaurer une taxe béton, mobilisation de l'emprunt...

Pour un plan d'action pour les quartiers populaires. En octobre 2017, à Grigny, citoyens et élus alertaient sur l'abandon de ces quartiers par les pouvoirs publics.
Avec la baisse des moyens de la politique de la ville, celle des APL et la suppression des contrats aidés, Macron engageait une politique désastreuse alors qu'en Ile-de-France Pécresse avait déjà sabré les crédits. Relayant les revendications de nombreux acteurs, nous avons proposé un plan d'action : une politique basée sur le respect du droit commun et la solidarité, états généraux des quartiers populaires, mesures pour l'accès au logement, aux services publics (transports, éducation, formation, de même que la vie citoyenne et associative)... Pécresse a rejeté nos propositions.

Plan de sauvegarde des associations franciliennes. Pécresse et la droite régionale ont supprimé 100 millions € aux associations franciliennes. Un plan social massif s'accélère et détricote encore le lien social.
Nous proposons au contraire d'augmenter le soutien régional, de créer un guichet associatif unique, de soutenir les petites associations de proximité sur un temps long...

Depuis début 2016,
- 64 millions €
au logement social
en Île-de-France



-1,5 million €
soit -50%
pour l'égalité
femme/homme

- 93%
pour les aides
aux associations
environnementales

Le fil
#DirectIDF

Lamine CAMARA
@laminecamara27
Les habitants des #QuartiersPopulaires sont sous-représentés dans les clubs affiliés aux fédés. Le constat est cruel, à quelques années des JOP 2024, notre Région doit arrêter le saupoudrage financier.

Fabien GUILLAUD BATAILLE
@Fabien_GB94
Alors qu'il faut investir davantage pour une police républicaine au service de tout.e.s sur tous les territoires, l'État aggrave la situation en réduisant le nombre de commissariats dans les quartiers populaires. C'est incompréhensible!

Didier MIGNOT
@DidierMignot
Le #CDGExpress est l'inverse du service public. Il ne desservira pas les territoires traversés et n'aura aucun intérêt pour leurs habitant-e-s qui souffrent déjà des perturbations du RER B. Ce train pour les riches est injuste, combattons-le!

Céline MALAISÉ
@CelineMalaise
Pour @vpecresse, telle une dame patronesse, aider les pauvres, c'est d'abord aider ses pauvres, ceux qui habitent dans les villes les plus riches. #Sceaux #BoulogneBillancourt #Versailles #RueilMalmaison

Vanessa GHIATI
@VanessaGhiati
Investir dans la culture, c'est investir sur l'avenir, c'est offrir au plus grand nombre les clefs de compréhension du monde avec une éducation artistique et culturelle et des équipements de qualité.

Jean-Michel RUIZ
@jeanMichelRuiz
Mouvement social dans les #EHPAD, carence de médecins, fermeture de structures hospitalières, désertification médicale... Le #PlanRégionalSanté ne répond pas à ces problèmes, il les aggrave.

Michel JALLAMION
@JallamionMichel
Lancement d'un appel à candidatures pour la vente du siège régional ! Quid de l'hôtel particulier de Barbet de Jouy & de l'immeuble logeant l'hémicycle? Futur pied à terre parisien de la présidente?

Sylvie FUCHS
@SylvieFuchs
Après l'échec d'APB, #ParcoursSup devait améliorer l'accès à l'université. C'est un fiasco total! Il renforce la sélection et met en cause l'accès à l'enseignement supérieur public pour tous les bacheliers!

Taylan COSKUN
@taylan_cos
La politique de Macron porte un coup dur au logement social. @vpecresse doit abandonner sa politique rétrograde et soutenir les constructions de logements sociaux en PLUS et PLAI. C'est urgent!

QUELLE RÉGION POUR 2021 ?

Tourner la page Pécresse

Construire une région solidaire, égalitaire et écologique

Pécresse a fait prendre un cours désastreux à l'Ile-de-France. Nos conditions de vie se sont dégradées. Transports bondés, en panne et plus chers ; logements devenus inaccessibles ; lycées surchargés ; air de plus en plus pollué... font notre quotidien.

Pécresse brise la solidarité et l'égalité entre les habitant.e.s et les territoires. Les politiques pour l'immense majorité ont été sacrifiées. Comme Macron, Pécresse, est la présidente des riches, de ceux qui possèdent et qui refusent le partage des richesses.

L'urgence sociale et environnementale est criante. Il faut tourner la page Pécresse. Les élu.e.s régionaux du Front de gauche s'opposent aux attaques de la droite tout en rassemblant autour de propositions une majorité sociale et politique pour les régionales de 2021.

1. Pour la gratuité des transports en commun

Accélération du réchauffement climatique, pollution de l'air, des eaux, des sols, effondrement de la biodiversité... tous les indicateurs sont au rouge.

Notre maison brûle; nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard. Agir c'est changer de modèle. Les transports en commun sont la 1e compétence régionale. Il faut les développer, investir massivement pour qu'ils soient de qualité. Des villes françaises et européennes mettent en place la gratuité des transports en commun. Il s'agit d'une mesure sociale et environnementale. Il faut rompre avec le tout-voiture défendu par la droite régionale et parisienne. Financer la gratuité des transports en commun est possible s'il existe une réelle volonté politique.

Les élu.e.s Front de gauche s'engagent pour la gratuité des transports en commun qui est à même de changer le quotidien de millions de personnes.

2. Vite un plan d'urgence pour les lycées

Le droit et l'accès à une éducation de qualité sont au coeur d'un projet politique pour l'égalité et l'émancipation.

La Région est en charge des lycées. Pécresse privilégie les lycées à rayonnement international sans tenir compte des besoins de millions de familles qui veulent que leurs enfants puissent étudier dans de bonnes conditions. Il faut renouer avec l'égalité.

Un plan d'urgence massif pour rénover et construire des lycées doit être lancé. Ses priorités et son calendrier doivent tenir compte des effectifs. Il faut bannir les partenariats publics-privés captés par les seuls majors du BTP et véritables bombes à retardement.

Les lycées doivent être pensés avec la plus faible empreinte environnementale.

Des équipements sportifs doivent être renovés et construits pour permettre l'accès au sport scolaire pour tous.

3. Europacity : un modèle d'aménagement à abattre

Ce projet qui veut bétonner des terres agricoles pour construire un méga centre commercial est une hérésie.

Symbole d'un aménagement imposé par des intérêts privés poussant à l'ultra-consommation, avides de profits au mépris des enjeux climatiques et environnementaux, Europacity ne doit pas voir le jour. L'aménagement du territoire francilien doit être guidé par la réduction des fractures territoriales et sociales et les impératifs environnementaux et démocratiques. Rejeter Europacity revient à défendre un autre modèle d'aménagement.